



EN COUVERTURE PS

Education Opération séduction

En 2007, les profs avaient boudé la candidate socialiste. Pour 2012, le PS espère redevenir le parti des enseignants. Et les prétendants à la primaire multiplient les gestes à leur égard.

Elle était belle, l'histoire d'amour entre le PS et les profs... Elle s'est fracassée lors de la dernière élection présidentielle. Le mot « divorce » a été prononcé : en 2007, 24 % des enseignants ont voté pour François Bayrou, 17 % pour Nicolas Sarkozy, et 45 % pour Ségolène Royal. Cette fois, les socialistes comptent bien récupérer les quelque 860 000 électeurs qui s'ébattaient dans les salles de cours.

De Jack Lang, qui adresse une énième déclaration enflammée aux enseignants – « Cessons aussi de culpabiliser les professeurs ! L'école demeure un puissant bastion de résistance culturelle, que l'intelligence et le dévouement des enseignants font vivre » (1) –, à Arnaud Montebourg, qui présente un « Projet pour l'école » riche de 32 propositions étayées sur le credo « justice et performance », tous les candidats à la primaire socialiste se sont emparés du sujet. Depuis longtemps, pour certains : dès 2009, pour Martine Aubry et François Hollande, respectivement épaulés par Bruno Julliard, ex-président de l'Unef devenu secrétaire national à l'éducation au PS, et par Vincent Peillon. Les deux candidats partagent la même analyse, nourrie de la leçon apprise en 2007 : ils ne pourront se contenter d'aborder l'éducation par le seul prisme des moyens. Bruno Julliard a été le premier à batailler auprès des divers courants de sa maison, républicains



► **BASTION** Pour les socialistes, l'école représente quelque 860 000 électeurs potentiels.

contre démocrates, afin de forcer le parti à sortir du bois : « Ne rien dire par crainte de mécontenter est contre-productif », confiait-il alors. Vincent Peillon va aujourd'hui plus loin : « Ne parler que des moyens, ce serait se montrer opportuniste, affirme-t-il. Les profs ne croient plus à ce discours démagogique, et les syndicats ont évolué. Proposer une réforme partielle serait une erreur. Pour rétablir la confiance, il faut tout remettre à plat. »

Et tous désignent un ennemi commun : Nicolas Sarkozy

D'accord sur les grandes lignes, les candidats sont adversaires sur le terrain. Martine Aubry à Amiens (Somme), François Hollande à Colombes (Hauts-de-Seine), Ségolène Royal à Fontaine (Territoire-de-Belfort) ont multiplié les déplacements dans les écoles, sous l'œil des caméras. Statut des enseignants, semaine de quatre jours, temps de présence en classe, tronc commun, formation initiale et continue, petite enfance : tous égrènent leurs propositions, plus ou moins concrètes. Et tous désignent un ennemi commun : Nicolas Sarkozy, responsable de la « casse du service public ».

Mais le danger, pour les socialistes, se situe-t-il tellement à leur droite ? Au centre, François Bayrou se pose d'emblée au-dessus de la mêlée et affiche une sérénité un peu bravache. « Il y a encore quinze jours, un auditeur de France Inter me disait qu'il ne partageait pas forcément mes idées politiques, mais qu'il se tournait vers moi car j'avais été un bon ministre de l'Éducation nationale [1993-1997], que j'avais su écouter les enseignants, et que lorsque j'avais dû entreprendre des changements, j'avais convaincu », confie-t-il à L'Express. « Sans doute est-ce parce que je ne parle pas seulement de ce que je connais, mais bien de ceux que j'aime », poursuit-il. Actuellement, l'auteur de 2012. *Etat d'urgence* (Plon) peaufine le discours de clôture qu'il prononcera à l'issue de l'université de rentrée du MoDem, sur la presqu'île de Giens, du 16 au 18 septembre. Face à une école qui a besoin d'être réformée, François Bayrou, accusé hier d'avoir acheté la paix sociale au prix de l'immobilisme, saura-t-il oser le changement ? ● **LAURENCE DEBRIL**

D'accord sur les grandes lignes, les candidats sont adversaires sur le terrain

(1) Pourquoi ce vandalisme d'Etat contre l'école ? Lettre au président de la République, éd. LeFélin 2011.